

quitté le service. Ils ont répondu qu'ils n'étaient pas satisfaits de ce qui s'y passait, ne sachant pas ce que l'avenir leur réservait. Croyez-m'en, monsieur le ministre, si le moral n'est pas en cause, je ne sais vraiment pas à quoi attribuer ce problème. Il y a quelque chose qui va vraiment mal quand les départs volontaires se mettent à augmenter comme le ministre associé l'a indiqué.

• (5.40 p.m.)

Je voudrais aussi parler d'une autre question. Les deux ministres ont commencé les très grandes économies que cette intégration des forces armées a permises. Je suis sûr qu'il y a de nombreux secteurs des forces armées où l'intégration était requise depuis nombre d'années. J'appuie donc en principe ce qui s'est fait.

Cependant, quand je regarde les crédits à la page 252, il me semble que, sans être expert comptable et peut-être même sans pouvoir l'expliquer, au lieu d'une diminution par rapport à l'année 1964-1965, je constate des augmentations du haut en bas de la colonne. Je n'y vois qu'une diminution, et elle a trait à l'aide mutuelle.

Qu'en est-il de cette efficacité dont nous entendons tant parler? Je vois aussi une diminution dans les pensions; cela aussi est attribuable à l'efficacité, je suppose. Mais il y a une augmentation dans tous les autres postes, sauf peut-être un. Les sommes versées au personnel permanent de l'armée ont augmenté, et il en est à peu près de même dans la marine. Si je me souviens bien, le montant versé aux forces de l'air a baissé, conséquence directe, je présume, du grand nombre de départs de l'aviation par suite de la retraite volontaire et d'autres licenciements effectués par le ministre dans sa sagesse.

Le ministre réfléchirait-il encore une fois à la perte de ce personnel spécialisé? A mon sens, nos fonds publics ne devraient pas servir à rémunérer des hommes pour piloter des avions dans d'autres pays que le nôtre. Je regrette de le dire, la même chose se produit dans d'autres domaines que la défense nationale. Il ne faudrait sûrement pas fermer les yeux là-dessus. Nous devrions examiner ce problème aussi minutieusement que possible afin de voir ce que nous pouvons faire pour garder ces spécialistes. Je reconnais que la prime de rengagement est une excellente idée. Comme le député de Victoria (C.-B.), je trouve qu'elle n'est pas suffisante. De toute façon, c'est fermer la cage quand les oiseaux se sont envolés.

J'aimerais que le ministre en cherche la raison et prenne une décision qui serait avantageuse pour toute l'armée canadienne.

M. Herridge: Monsieur le président, je ne veux pas parler longuement, mais j'aimerais exprimer notre point de vue sur une ou deux questions.

Tout d'abord, la politique de défense du ministre reflète la politique du Canada en matière étrangère. Il lui faut adapter sa politique de défense à notre politique étrangère. Il a donc les mains liées et nous le savons. Nous attribuons au ministre tout le mérite des épargnes réalisées par suite de l'intégration, conformément à l'évolution du monde à l'heure actuelle, aux améliorations dans la technologie et les coutumes, et le reste. A notre avis, toutefois, il est plus difficile pour le Canada que pour bien d'autres pays de formuler une politique de défense. Telle que nous l'envisageons, notre politique de défense à certains égards n'accroît pas notre sécurité nationale.

Je tiens à signaler au ministre un article que j'ai lu récemment dans le *Globe Magazine* par le professeur Earys, économiste de l'Université de Toronto. Le ministre serait bien avisé de lire cet article, car il renferme d'excellentes idées, dont certaines condamnent les politiques du ministère de la Défense. Je pense qu'il s'inspire de motifs fort judicieux.

En m'entretenant avec des gens qui s'intéressent à notre politique extérieure, à notre politique de défense et ainsi de suite, j'ai constaté qu'ils s'élevaient de plus en plus contre l'accroissement de nos dépenses affectées à la défense à l'heure actuelle, des dépenses prévues au budget qui sont affectées directement à des fins militaires et non consacrées à d'autres fins.

Cet article est intitulé: «L'établissement militaire du Canada: un gaspillage d'argent?» Puis, en sous-titre:

La politique, plutôt que la stratégie, a guidé les programmes de défense de la nation, déclare un économiste politique qui prétend que les dépenses militaires pourraient être réduites des deux tiers.

J'aimerais commenter deux ou trois paragraphes de cet article; j'espère que le ministre voudra lire le reste.

J'ai commencé par déclarer que la formulation de la politique de sécurité nationale est rendue plus difficile pour le Canada que pour tout autre pays parce que les initiatives que nous prenons au nom de notre propre sécurité ne contribuent évidemment pas à assurer notre sécurité. Nous nous sommes engagés dans la défense de l'Amérique du Nord surtout pour des raisons politiques et beaucoup moins à cause des relations canado-soviétiques que des relations canado-américaines; de plus, notre contribution a été jusqu'ici bien secondaire la plupart du temps et, comme en fait foi le témoignage de M. McNamara, elle deviendra vraisemblablement moins importante à l'avenir,